

## Grand débat national Emerainville – 31/01/2019

L'animateur a été nommé par la Préfecture de Seine-et-Marne et a posé le cadre du débat qui réunissait 150 personnes et a duré deux heures.

### • Thème 1 : La fiscalité et les dépenses publiques

#### Les retraites

- Il y a une grande colère chez les retraités et une attente de réponses concrètes. Les gilets jaunes retraités demandent la revalorisation des pensions de retraite, contrairement à ce qui a été voté au Parlement.
- Le pouvoir d'achat des retraités baisse continuellement.
- Inquiétude également quant à l'existence d'une retraite pour les futurs retraités.
- Il existe un amalgame malhonnête entre fonctionnaires et sécurité sociale. La Caisse nationale vieillesse était à l'équilibre et les statistiques ont changé du fait de la chute du taux de natalité. C'est un souci pour les retraites à venir.
- Certains ont abandonné l'idée de toucher une retraite un jour. Beaucoup d'acquis disparaissent et changer des choses qui marchent ça dérange.
- L'idée serait peut-être de **changer le régime des retraites**.
- Le système des retraites est égalitaire : on cotise tous pour nos aïeux, on est une communauté. C'est pareil pour la santé, on cotise et on est bien content de bénéficier de la médecine quand on est malade.
- Les maisons de retraite représentent un coût phénoménal, que la seule retraite ne permet pas de payer. Les retraités sont obligés de se tourner vers leurs enfants et petits-enfants. Les gouvernants ont-ils l'intention de se pencher sur la question ?
- Une retraite individualisée aurait pour conséquence des laissés pour compte, mais il y a un problème de financement des retraites. Notre système coûte et les gens vivent de plus en plus longtemps. Propositions de **ne donner une retraite que pendant une durée définie et d'inscrire sur nos fiches d'impôts combien chacun coûte à l'Etat** (école, assurance maladie etc.).
- Il y a plusieurs systèmes de retraite (EDF etc.). Il faut **rationaliser et rééquilibrer le système retraite** pour tout le monde.

#### Le chômage

- L'Etat doit faire de vrais efforts pour que les jeunes puissent trouver du travail. Les retraités et les jeunes sont les oubliés de la politique du Président.
- Une jeune active témoigne de la recherche de salariés par son entreprise depuis plusieurs mois. Elle soumet l'idée qu'il y aurait donc plutôt un manque d'adéquation des formations avec les attentes de l'entreprise.
- Sur le sujet du chômage des jeunes, il existe un décalage entre les attentes et la formation des jeunes.
- Un jeune actif déplore ce que propose aujourd'hui le monde du travail, que les charges patronales soient réduites ou exonérées et l'ISF supprimé. **L'économie sociale et solidaire permettra peut-être de créer des travaux qui n'existent pas encore et qu'il faut créer.**

- Les hommes politiques de la planète doivent arrêter de faire croire qu'il y aura du travail pour tout le monde.

### Les impôts

- Si l'Etat fonctionnait, on accepterait de payer davantage d'impôts.
- Dans les pays en voie de développement, les partenaires souhaitent seulement que les entreprises françaises paient des impôts chez eux plutôt que le pays vienne en aide financièrement. L'évasion fiscale coûte plusieurs milliards à l'Etat. Il y a de l'argent en France, mais on ne va pas le chercher au bon endroit. On veut des actes de la part du Gouvernement et des députés, en France et en Europe.
- Comment se fait-il qu'un pays comme la France n'ait pas pu trouver un moyen de **rendre le système fiscal plus juste** ? Il faut punir sévèrement les évadés fiscaux et recouvrer l'argent qui quitte notre pays.
- Les GAFAs se sont développées et il faudrait **taxer ces entreprises** comme d'autres le font déjà.
- Complexité de la fiscalité : il y a tellement de niches, de cas spécifiques que personne ne s'y retrouve. Cela demande un personnel important. Il faut simplifier et rendre cohérent la fiscalité par rapport aux revenus et aux biens de chacun.
- Le système fiscal français est très complexe, sa simplification est promise depuis 1955.
- Un impôt doit rapporter et ne pas être anti-économique. L'ISF ne représentait que 5Mds€. On parle d'un impôt qui rapporte alors que ce n'est pas le cas, d'autant en plus qu'il y avait des niches fiscales aberrantes. Il faut **simplifier le système**, d'autant plus que beaucoup d'impôts ont été créés de façon provisoire et sont devenus permanents.
- **Les impôts devraient être partagés par tout le monde**, même si on a peu de ressources, même si c'est 10€ par mois. C'est important au niveau de la cohésion nationale, certains ne font que recevoir.

### Les niches fiscales

- Certaines ont du sens, par exemple celles qui concernent les dons aux associations. Mais il y a un grand nombre de niches dont ne bénéficient que quelques dizaines ou centaines de personnes. Pourquoi ne pas définir un **seuil minimal de bénéficiaires**, en dessous duquel la niche est supprimée ?
- Lorsqu'on parle de niches, il faut connaître ses sources et faire attention aux fake news.
- Il existe un document public qui recense le nombre de personnes cochant chaque case d'une déclaration d'impôts.
- L'enjeu de **simplification** est évident, mais la question à se poser est de savoir si la suppression de cette niche rapporterait beaucoup ?
- L'intérêt est celui de la simplification et d'éviter les fraudes et les injustices.
- Il faut **supprimer les niches fiscales**.

### Les dépenses publiques

- C'est normal que les français paient beaucoup d'impôts car le système est redistributif. Il faut se poser la question de la réduction des dépenses publiques. Où peut-on gagner de l'argent ? Interrogations sur ceux qui sont dans un circuit parallèle (président d'autorité administrative indépendantes etc.).
- Un reportage de l'émission « Capital » sur M6 dimanche soir faisait état des erreurs commises par l'administration française et ses conséquences sur les dépenses publiques (NDDL, Grand Paris Express).

## Le CICE

- Le CICE a été transformé en allègement social et des entreprises qui délocalisent et licencient continuent à le toucher quand même. Cela choque en tant que citoyen.
- Le CICE c'est un cadeau fiscal au CAC 40. Il faudrait **supprimer le CICE pour les grandes entreprises et les reverser aux petites entreprises et artisans**. Il faut remettre du sens et du partage.
- Une proposition dans un autre débat a été faite de **cibler le CICE sur les PME**.

## Les rapports de la Cour des comptes

- Les rapports de la Cour des comptes sont systématiquement mis à la poubelle.
- La Cour des comptes montre les dépenses qui sont faites. Notamment, les fonctionnaires allant travailler en DOM TOM touchent 40% de plus que les fonctionnaires en métropole.
- Il faudrait que l'Etat revienne drastiquement sur son train de vie et applique les avis de la Cour des comptes qui a des idées et des techniciens. La Cour des comptes pourrait **rendre des décisions contraignantes et non plus des avis**.

## Les frais de succession

- Tout le monde souhaite mettre de côté pour transmettre à ses enfants, mais les économies épargnées après impôts sont taxées par l'Etat.
- Les droits de succession vont augmenter pas par le biais des taux mais celui des tranches.
- Pour le décès de deux personnes, la tranche qui commence à 30 000€ va, avec le même taux, jusqu'à 1M€. Ces tranches sont-elles justes ? Il faut **travailler sur les tranches** car c'est peut-être trop pour la succession à 30 000€, mais trop peu pour 1M€.

## • **Thème 2 : L'organisation de l'Etat et ses institutions**

### La représentativité

- Jusqu'alors, la parole n'a pas été donnée très démocratiquement. Des référendums sur tous les sujets ne peuvent se tenir au niveau national, mais pourquoi **expérimenter des référendums au niveau de la collectivité ou du territoire** ? Il ne suffit pas de donner la parole au peuple quand celui-ci est en colère. La majorité nationale est invitée à regarder du côté d'une VI<sup>e</sup> République. Pour avoir l'expression des français, il faut fabriquer une démocratie où l'ensemble de la population peut exister.
- Sur le sujet de la démocratie, la solution n'est pas évidente. Certains proposent un **tirage au sort pour une représentation plus variée**. La question est de savoir comment le modèle choisi peut assurer une bonne représentation de tous.
- Difficultés à voir où la démocratie directe pourrait déboucher, il ne faut pas retomber dans l'anarchie.
- Proposition de mise en place d'un garde-fou pour que les **choix du peuple exprimés par référendum ne soient pas remis en cause**. Il y a des projets de réécriture de constitution car il y a un problème de représentativité. Il faut recréer un pays.

### Le vote obligatoire et le vote blanc

- Le plus grand parti de France, ce sont les abstentionnistes : faut-il **rendre le vote obligatoire** ?

- L'idée du vote obligatoire est plutôt bonne, mais pas la volonté de voter pour une personne qui fera ce qu'elle veut. Favorable de voter chaque mois si nécessaire par référendum mais sur un sujet et non pour une personne.
- Pour exprimer sa colère, il faut voter au préalable. Chacun doit prendre ses responsabilités.
- A l'élection présidentielle, il y avait énormément de candidats pour être représenté. Que fait-on du vote blanc s'il est majoritaire ? Et s'il ne l'est pas ?
- Le vote blanc veut dire que le choix politique ne correspond pas à ses convictions. Si l'on reconnaît le vote blanc, on change les candidats pour un nouveau vote.
- Que fait-on s'il n'y a jamais de majorité ? Dans une élection comme dans un référendum.

### Le Parlement

- Le Sénat doit-il être supprimé puisque c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot ? La proposition d'introduire une dose de proportionnalité aux élections c'est faire croire qu'il y a de la représentativité en s'assurant que le gouvernement sera majoritaire aux prochaines échéances électorales.
- Il y a deux assemblées, n'est-ce pas trop ? Le nombre de députés et de sénateurs n'est-il pas trop élevé ?

### Les collectivités territoriales

- L'échelon de l'intercommunalité a été imposé au détriment des départements et en augmentant les frais de fonctionnement. Les intercommunalités et les départements sont en doublons et ne répondent pas aux attentes des citoyens. Une économie pourrait être réalisée en **supprimant l'un des deux échelons**.
- Au sein de l'intercommunalité, les élus représentent leur ville donc font tout pour défendre leurs projets, sans prendre en compte l'intérêt du territoire dans son ensemble ni mettre en place de projets pour le territoire dans son ensemble.
- Il faut tenir compte de l'avis des élus. L'abandon du projet de NDDL est venu contre la volonté des maires environnants.
- Proposition de **réélection des maires à mi-mandat** pour valider l'action menée. Les élections de mi-mandat ne rejouent pas le mandat du PR.
- Il y a un manque de considération de l'Etat qui n'assume pas ses responsabilités.

### Multiplicité des normes

- Les textes sont absurdes, notamment ceux concernant la création et la domiciliation d'une entreprise. Il faut **partir d'une page blanche et reconstruire**.
- Il y a beaucoup de textes et on ne s'y retrouve pas vraiment.
- Le nombre de normes augmente les coûts. Il faut savoir où on place la barre et les coûts.

### • **Questions diverses**

**Le Grand débat** : Regret que l'entité qui s'assure que le débat soit neutre se soit retirée et que la plateforme du débat ne soit qu'un sondage. L'intérêt d'être regroupé localement est de pouvoir discuter avec nos élus. Comment se faire entendre quand on n'a pas de gilet jaune ?

**Education** : Un citoyen fait part de la situation de son petit-fils actuellement en 1<sup>ère</sup> au lycée à Provins. Il manque un professeur de français depuis 2017 et un professeur a seulement été nommé en janvier 2019. Le proviseur n'accepte pas de recevoir les parents d'élèves et aucun membre du Gouvernement

ne répond à ses sollicitations. Il fait part de sa colère contre ce Gouvernement qui dit miser sur l'éducation mais ne tient pas compte des lycées de province.

**Principe de précaution** : Jusqu'où ira-t-on avec le principe de précaution ? Il n'y a plus de transport scolaire en Seine-et-Marne à cause de la neige.

**SDF** : Le Président s'est engagé à ce qu'il n'y ait plus de personnes qui dorment dans la rue, quand va-t-il tenir sa promesse ?

**Ecologie** : La planète est une poubelle, les anciennes générations ont laissé une poubelle avec l'empoisonnement des airs et des eaux. On nous dit que la Constitution est bien mais si on est là, c'est que ça fonctionne mal. C'est une utopie de croire qu'on va avoir le même confort que nos parents. La taxe carbone n'est pas au bon endroit. La démocratie c'est bien, mais pas si on est tous mort. Comme la France représente 1% du monde en surface et en population, pas la volonté de se priver pour les autres.

**Désertification médicale** : Il y a un manque de considération de l'humain, perçu comme une dépense, dans les ministères. Ce sont les technocrates qui ont décidé de rentabiliser la santé. On ne doit pas essayer de tirer profit des établissements de santé. Combien y a-t-il de jeunes prêts à reprendre les cabinets des médecins de village peu peuplé ?

**Revalorisation des métiers manuels** : Ils ont été dévalorisés au niveau de la formation et du salaire. Quel que soit le niveau, tout le monde travaille autant, et les différences de salaire ne sont pas justifiées.

**Allocations familiales** : Il y a trop d'allocations familiales. Il faudrait mettre en place un plafonnement suivant les ressources et le nombre d'enfants.

**Immigration** : La politique France-Afrique est sujet peu étudié, qui apporterait pourtant beaucoup. Il faut parler de l'immigration.

**Millièmes d'euros** : Est-ce légal de payer 1,432€ l'essence ? Y a-t-il des millièmes d'euros ?

**Achat** : Pourquoi certaines choses sont vendues en France sans notice en français ?

**Handicap** : Un citoyen fait part de sa situation. Il a investi dans un studio en loi Pinel pour le louer à son fils handicapé qui bénéficie de l'AAH. Le dispositif permet en effet pour un parent d'acheter et de louer à son enfant mais l'enfant ne peut pas toucher les APL. Lorsqu'une personne handicapée vit seule, une aide complémentaire à l'AAH est versée, mais seulement si l'allocataire touche les APL. Il fait donc la proposition de lever cette conditionnalité pour les enfants handicapés.